

ACCORD INTERNATIONAL CONTRE LES BOMBARDEMENTS EN ZONES PEUPLÉES

# Handicap International appelle les États à entrer dans l'Histoire en approuvant l'accord international contre les bombardements urbains

Lyon, 27 octobre 2022. Le 18 novembre prochain, les États se réuniront à la Conférence de Dublin pour approuver un accord international visant à renforcer la protection des civils contre l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées. Les conflits armés se déroulent de plus en plus souvent en milieu urbain, dans des zones densément peuplées. Parmi les victimes, 90% sont des civils – ce chiffre est inacceptable. Handicap international appelle un maximum d'États à approuver l'accord international afin de mettre fin à cette barbarie et remédier aux dommages humanitaires causés par les bombardements et les pilonnages dans les villes. Selon le nombre et le type d'États présents à cette conférence, celle-ci pourrait marquer l'histoire de la lutte pour une meilleure protection des civils dans les conflits armés.

## L'accord international en question

Le 18 novembre prochain, l'Irlande réunira des dizaines d'États à la conférence de Dublin pour répondre aux **souffrances causées aux civils par les bombardements urbains** et **améliorer leur protection dans les conflits armés**. L'accord qui sera adopté lors de cette conférence sera **le premier accord international sur l'utilisation des armes explosives en zones peuplées**. L'approbation de ce texte ambitieux constitue une occasion pour les États de **renvoyer au passé les bombardements urbains**.

/ Contact presse

Clara Amati

M. [c.amati@hi.org](mailto:c.amati@hi.org)

M. 06 98 65 63 94

**En adoptant ce texte, les États s'engagent à limiter drastiquement l'utilisation des armes explosives en zones peuplées, à partager leurs pratiques militaires pour améliorer la protection des civils et à apporter aux populations affectées l'aide humanitaire nécessaire.**

**25 États** ont déjà envoyé une **confirmation officielle** de leur approbation de l'accord international. En parallèle, des dizaines d'États dont l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Corée du Sud, le Costa Rica, les États-Unis, la France, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Sénégal, la Suède, la Suisse et l'Uruguay, ont **exprimé leur intention de l'approuver.**

« Des armes telles que des bombes de 500 kg, conçues pour être utilisées sur des champs de bataille ouverts et ayant un rayon d'impact de plusieurs centaines de mètres, sont larguées depuis des avions sur des villes. Ces armes sont sans pitié pour les civils. Comptant parmi les plus destructrices qui soient, elles devraient être interdites d'utilisation dans les villes et les villages. L'accord international contre les bombardements urbains est un pas important vers une meilleure protection des civils dans les zones de conflit armé. Mais notre combat est loin d'être terminé. Handicap International continuera à alerter sans relâche sur les souffrances causées aux civils par les bombardements urbains, à dénoncer les responsables et à se battre pour une politique de zéro victime civile. » déclare Anne Héry, Directrice du Plaidoyer chez Handicap International.

À l'issue de la Conférence de Dublin, Handicap International et ses partenaires poursuivront le dialogue avec les autres États pour les inciter à approuver l'accord. **Les mesures et les politiques mises en œuvre par les États signataires seront également regardées de près.** L'Explosive Weapons Monitor<sup>1</sup> permettra notamment un suivi des politiques et pratiques militaires déployées par les États. Les engagements humanitaires de ces derniers seront également jugés, afin de garantir une meilleure protection des civils contre les armes explosives.

## Une victoire pour la société civile

La **Conférence de Dublin** est un moment historique pour la société civile. Il y a vingt-cinq ans, avec l'adoption du **Traité d'Ottawa (1997)**, Handicap International et la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (ICBL) ont réussi à faire interdire les mines. Il y a quatorze ans, avec l'adoption du **Traité d'Oslo (2008)**, l'association, au sein de la Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC), a obtenu l'interdiction des armes à sous-munitions.

Après trois ans de négociations, Handicap International et le Réseau international sur les armes explosives (INEW) écrivent une nouvelle fois l'histoire grâce à des améliorations significatives pour la protection des civils dans les conflits armés.

### / Contact presse

Clara Amati

M. [c.amati@hi.org](mailto:c.amati@hi.org)

M. <https://www.explosiveweaponsmonitor.org/>

Cette victoire a été rendue possible par la **mobilisation massive du public** et la **pression exercée sur les gouvernements** de pays tels que la Belgique, le Canada, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis. La pétition internationale lancée par Handicap International en 2017 a recueilli plus de 500 000 signatures.

Le processus diplomatique a été fortement soutenu par une **mobilisation parlementaire** sans précédent en Europe, pour pousser les gouvernements européens à s'engager pour un accord international fort. En mars 2021, **210 parlementaires français et allemands** ont lancé un appel commun à leurs gouvernements pour qu'ils s'engagent dans le processus diplomatique. Cet appel a conduit à une conférence interparlementaire qui s'est tenue en mai 2021 et a abouti à une déclaration commune signée par 274 parlementaires de 8 pays et du Parlement européen.

## Une utilisation massive des armes explosives

Les conflits armés se déroulent de plus en plus souvent dans des zones peuplées, principalement des villes. L'impact de l'utilisation des armes explosives est dévastateur pour les civils. Selon les données agrégées d'Action on Armed Violence (AOAV) et des Nations unies, **plus de 290 000 civils ont été tués ou blessés par des armes explosives entre 2011 et 2022**. Lorsque les armes explosives sont utilisées dans des zones peuplées, **90 % des victimes sont des civils**.

L'utilisation des armes explosives en zones peuplées **engendre systématiquement un ensemble de dommages** : elles tuent et blessent, détruisent les infrastructures vitales telles que les logements, les hôpitaux et les écoles, l'approvisionnement en électricité et en eau et les systèmes d'assainissement, perturbant la fourniture de services essentiels à la population. Elles obligent des millions de familles à fuir leur foyer et laissent derrière elles une contamination par des munitions non explosées, dangereuses pendant des décennies.

### À propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérables, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la gestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), colauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

### / Contact presse

Clara Amati

M. [c.amati@hi.org](mailto:c.amati@hi.org)

M. 06 98 65 63 94